

Pétitions

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

FINANCES, COMMERCE ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES

PRÉSENTATION DU 8^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le huitième rapport du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, dans les deux langues officielles. Ce rapport concerne l'enquête sur la Banque Commerciale du Canada.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet du rapport précité.]

* * *

LA COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT

DÉPÔT DU RAPPORT N° 25

M. Chris Speyer (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice): Monsieur le Président, en vertu du paragraphe (1) de l'article 46 du Règlement, j'ai le plaisir de déposer copie, dans les deux langues officielles, du rapport n° 25 de la Commission de réforme du droit intitulé «Les techniques d'investigation policière et les droits de la personne». Je demande que le rapport soit renvoyé au comité permanent de la justice et des questions juridiques.

* * *

PÉTITIONS

LES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEillesse

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition au nom de citoyens, y compris de nombreuses personnes âgées, qui s'élèvent contre les graves répercussions du budget sur la situation économique des personnes du troisième âge et demandent au gouvernement de ne pas désindexer les pensions de vieillesse.

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'ai une pétition que de nombreux citoyens, y compris des étudiants, ont signée pour demander que soit maintenue la pleine indexation des pensions de vieillesse.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par plusieurs douzaines de citoyens de la ville de Sault-Sainte-Marie qui prient le gouvernement de rétablir la pleine indexation des pensions de vieillesse et font valoir que les aînés ne doivent pas faire les frais des privilèges accrus qui sont accordés aux multinationales du pétrole et aux personnes des catégories supérieures de revenu.

LA PORNOGRAPHIE

M. Bill Tupper (Nepean-Carleton): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter la pétition par laquelle 610 Canadiennes inquiètes, dont la plupart sont de ma circonscription, prient le gouvernement de redéfinir la pornographie, de reconnaître pleinement les droits des femmes et des enfants et d'interdire par une loi, l'importation, la vente et la distribution de matériel pornographique au Canada.

LES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEillesse

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, j'ai en main une pétition d'un certain nombre d'habitants de Coquitlam, Burnaby et Vancouver, en Colombie-Britannique, qui protestent contre le fait que les réductions des prestations de la sécurité de la vieillesse vont tout à fait à l'encontre d'une promesse conservatrice selon laquelle, un gouvernement conservateur indexerait une fois de plus la pension de vieillesse au coût réel de la vie, trimestriellement. Je voudrais déposer cette pétition.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de plusieurs dizaines de citoyens de la remarquable localité de Wynyard. Cette pétition exhorte le Parlement du Canada à rétablir la pleine indexation des prestations versées aux personnes âgées, car autrement ce sont les pauvres, les chômeurs et les femmes qui en souffriront.

LE VISA DE SORTIE DEMANDÉ PAR IDA NUDEL, CITOYENNE SOVIÉTIQUE

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, il est de mon devoir de présenter une pétition qui exhorte la Chambre des communes à prier le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) de sommer immédiatement l'ambassadeur de l'Union soviétique de faire remettre un visa de sortie à Ida Nudel, afin qu'elle puisse recevoir les soins voulus. Ida Nudel attend maintenant depuis 12 ans un visa de sortie. Elle souffre d'un cancer du pancréas et doit être traitée.

M. le Président: La députée de Mount Royal (M^{me} Finestone) a-t-elle une autre pétition?

Mme Finestone: J'ai une seconde pétition, monsieur le Président, signée par 15 autres femmes, au sujet de la même chose. Elle est adressée au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures et elle l'invite à demander à l'ambassadeur de l'Union soviétique d'obtenir la libération de Ida Nudel, afin qu'elle puisse venir dans les pays de l'Ouest recevoir les soins voulus.

LES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEillesse

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, j'ai l'honneur aujourd'hui de présenter une pétition de trois pages signée par des personnes âgées et d'autres citoyens de la Saskatchewan qui exhortent le gouvernement à réexaminer la désindexation des pensions de vieillesse et à rétablir les choses comme elles étaient auparavant.